



**PRÉFET  
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale  
de l'environnement, de l'aménagement et  
des transports d'Île-de-France  
Unité départementale de Seine-et-Marne**

## **Pôle Élevages Est**

Savigny-le-Temple, le 22 janvier 2026

### **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 09/12/2025

#### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **Élevage canin de la Cité des Grands Feux**

RD605  
La Gatellerie  
77820 Le Châtelet-En-Brie

Références : E-PEE/HB/260130

Code AIOT : 0057700047

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09 décembre 2025 dans l'établissement de pension et de l'élevage canin « La cité des Grands Feux », exploité par Jean KERFRIDEN et implanté RD605 - La Gatellerie 77820 Le Châtelet-en-Brie. L'inspection a été annoncée le 03 novembre 2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection est réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'Inspection (PPC) des installations classées pour l'environnement (ICPE) et avait pour but de vérifier la bonne exécution des prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 09 DAIDD 1IC 205 du 4 août 2009 et de l'arrêté ministériel 08 décembre 2006.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- KERFRIDEN Jean, entrepreneur individuel
- RD605 - La Gatellerie 77820 Le Châtelet-en-Brie
- Code AIOT : 0057700047
- Régime : Autoisation - Rubrique n° 2120 « Chiens »
- Statut Seveso : Non
- Statut IED : Non

M. Jean KERFRIDEN exploite un établissement de pension et d'élevage « La Cité des Grands Feux », d'une capacité maximale de 300 places d'hébergement pour chien. Cette activité d'hébergement et d'élevage de chiens est soumise à la réglementation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, au titre de la rubrique 2120, sous le régime de l'autorisation. De ce fait, l'établissement est soumis aux dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n° 09 DAIDD 11C 205 du 4 août 2009, précisant l'arrêté ministériel 08 décembre 2006 *fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations renfermant des chiens soumises à autorisation au titre du livre V du code de l'environnement*.

**Les thèmes de l'inspection retenus sont les suivants :**

- Collecte des effluents
- Sécurité générale
- Gestion des cadavres
- Sécurité incendie
- Rejets aqueux et leur surveillance
- Protection du milieu naturel

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	Eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 04/08/2009, article 9	Demande d'action corrective	2 mois
6	Vidange de la fosse	Arrêté Préfectoral du 04/08/2009, article 18	Demande d'action corrective	2 mois
8	Prévention des incendies	Arrêté Préfectoral du 04/08/2009, article 24	Demande d'action corrective	2 mois
9	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 04/08/2009, article 24	Demande d'action corrective	1 mois
11	Analyse des effluents	Arrêté Préfectoral du 04/08/2009, article 26	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Taille	Arrêté Préfectoral du 04/08/2009, article 1	Sans objet
2	Imperméabilité-Etanchéité	Arrêté Préfectoral du 04/08/2009, article 6	Sans objet
3	Eaux de nettoyage	Arrêté Préfectoral du 04/08/2009, article 8	Sans objet
5	Prévention de la fuite des chiens	Arrêté Préfectoral du 04/08/2009, article 11	Sans objet
7	Animaux morts	Arrêté Préfectoral du 04/08/2009, article 23	Sans objet
10	Rétention des eaux d'extinction incendie	Arrêté Préfectoral du 04/08/2009, article 24	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite d'inspection du 9 décembre 2025, l'inspection des installations classées a constaté que l'effectif de chiens présents sur le site était très inférieur à l'autorisation de détention fixée à 300 chiens.

Par ailleurs, des non-conformités ont été identifiées sur le site :

- le déversement d'une partie des eaux pluviales dans le réseau des eaux usées,
- l'absence de couvercles amovibles sur les regards de collecte des eaux usées dans la cour de promenade,
- l'absence de la vidange des fosses toutes eaux du système d'assainissement autonome tous les 4 ans,
- l'absence de la vérification des installations électriques,
- l'absence du justificatif de la vérification annuelle des extincteurs,
- l'absence d'affichage d'un plan d'intervention,
- l'absence d'analyses des rejets aqueux.

### 2-4) Fiches de constats

#### POINT DE CONTRÔLE N° 1 : Effectif

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/08/2009, article 1
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Effectif
<b>Prescription contrôlée :</b> Nombre de chiens de plus de 4 mois.
<b>Constats :</b> Le jour de l'inspection, l'établissement possédait 25 chiens d'élevage de plus de 4 mois, 3 chiens en pension et 18 chiots non sevrés.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### POINT DE CONTRÔLE N° 2 : Imperméabilité-Etanchéité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/08/2009, article 6
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] A l'intérieur des bâtiments d'élevage, le bas des murs est imperméable et maintenu en parfait état d'étanchéité sur une hauteur d'un mètre au moins.
<b>Constats :</b> L'inspection des installations classées a constaté qu'à l'intérieur du bâtiment d'élevage, le bas des murs est imperméable et étanche.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### POINT DE CONTRÔLE N° 3 : Eaux de nettoyage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/08/2009, article 8
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution
<b>Prescription contrôlée :</b> Toutes les eaux de nettoyage nécessaires à l'entretien des bâtiments et des annexes et les eaux susceptibles de ruisseler sur les aires bétonnées sont collectées par un réseau étanche et dirigées vers le système d'assainissement des effluents.
<b>Constats :</b> Les eaux de nettoyage nécessaires à l'entretien des bâtiments et des annexes ainsi que les eaux susceptibles de ruisseler sur les aires bétonnées sont collectées dans un réseau dédié et dirigées vers une première fosse-tampon de 500 litres qui se déversent dans une deuxième fosse toutes eaux de 5 000 litres. Suite à ce prétraitement, les eaux rejoignent un dispositif d'épandage souterrain situé sur la parcelle sud du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### POINT DE CONTRÔLE N° 4 : Eaux pluviales

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/08/2009, article 9
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution
<b>Prescription contrôlée :</b> Le réseau de collecte doit être de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduelles polluées des eaux pluviales non susceptibles d'être polluées. Les eaux de pluie provenant des toitures ne sont en aucun cas mélangées aux effluents d'élevage, ni rejetées sur les aires d'exercice. Lorsque ce risque existe, elles sont collectées par une gouttière ou tout autre dispositif équivalent. Elles sont alors soit stockées en vue d'une utilisation ultérieure, soit évacuées vers le milieu naturel ou un réseau particulier. [...] Afin de ne pas collecter les eaux pluviales issues de la cour de promenade, les regards situés dans cette cour sont étanches et recouverts par un couvercle amovible, pour leur contrôle notamment.
<b>Constats :</b> L'inspection des installations classées a constaté que les eaux pluviales de toiture des bâtiments de la cour de promenade sont collectées et stockées dans des GRV, en vue de leur réutilisation. L'autre partie des eaux pluviales de toiture sont récupérées dans le puits et la mare de l'exploitation. Par ailleurs, il est constaté que les eaux pluviales ruisselant devant les boxes des chiens de race Beauceron, situés du côté des écuries, s'écoulent dans le réseau des eaux usées. Enfin, les regards reliés au réseau des eaux usées situés dans la cour de promenade ne sont pas équipés d'un couvercle amovible afin de ne pas collecter les eaux pluviales de la cour.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Il est demandé à l'exploitant de réaliser les travaux nécessaires au niveau de la partie bétonnée, devant les boxes des chiens de la race beauceron afin d'isoler les eaux pluviales du réseau des eaux résiduelles polluées. Il est également demandé d'équiper les regards du réseau des eaux usées de la cour de promenade, d'un couvercle amovible.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### **POINT DE CONTRÔLE N° 5 : Prévention de la fuite des chiens**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/08/2009, article 11
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité
<b>Prescription contrôlée :</b> Toutes mesures sont prises dans toutes les parties de l'installation pour éviter la fuite des animaux (conception et hauteur des clôtures, murs et cloisons,...). [...]
<b>Constats :</b> L'inspection des installations classées a constaté que le site est clôturé sur toute sa périphérie pour ainsi éviter la fuite des animaux.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### **POINT DE CONTRÔLE N° 6 : Vidange de la fosse**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/08/2009, article 18
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Les autres moyens préconisés dans l'étude complémentaire transmise par l'exploitant dans son courrier du 12 décembre 2008, sont mis en place et réalisés avec la fréquence indiquée, notamment la vidange des fosses tous les 4 ans au minimum.
<b>Constats :</b> L'exploitant n'a jamais fait réaliser la vidange des fosses.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Il est demandé à l'exploitant de réaliser une vidange des deux fosses toutes eaux de l'installation d'assainissement autonome et de transmettre un justificatif à l'inspection des installations classées.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

### POINT DE CONTRÔLE N° 7 : Animaux morts

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/08/2009, article 23
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution
<b>Prescription contrôlée :</b> Les animaux morts sont entreposés et enlevés par l'équarrisseur ou détruits selon les modalités prévues par le code rural. En vue de leur enlèvement, les animaux morts sont placés dans des conteneurs étanches et fermés, de manipulation facile, disposés sur un emplacement séparé de toute autre activité et réservé à cet usage. Dans l'attente de leur enlèvement, quand celui-ci est différé conformément aux modalités prévues par le code rural, sauf mortalité exceptionnelle, ils sont stockés à température négative dans un récipient étanche et fermé, destiné à ce seul usage et identifié. Le brûlage des cadavres à l'air libre est interdit.
<b>Constats :</b> L'exploitant ne possède pas de conteneur pour l'entreposage des chiens morts. Compte tenu du faible effectif canin présent sur le site, il indique que les chiens morts sont amenés ou laissés chez le vétérinaire.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### POINT DE CONTRÔLE N° 8 : Prévention des incendies

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/08/2009, article 24
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité-incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Toutes les installations électriques sont entretenues en bon état et sont contrôlées, après leur installation ou leur modification, par une personne compétente au moins tous les trois ans. Lorsque l'exploitant emploie du personnel, la périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports relatifs auxdites vérifications sont fixés conformément au décret n° 88-1056 du 14 novembre 1988 pris pour l'exécution des dispositions du livre II du code du travail. Les rapports de vérification et les justificatifs de la réalisation des travaux rendus nécessaires suite à ces rapports sont tenus à la disposition des organismes de contrôle et de l'inspection des installations classées. [...]
<b>Constats :</b> L'exploitant n'a pas fait réaliser la vérification des installations électriques du site.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Il est demandé à l'exploitant de faire réaliser une vérification des installations électriques et de transmettre le rapport de la vérification à l'inspection des installations classées.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

## POINT DE CONTRÔLE N° 9 : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/08/2009, article 24
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité-incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation doit être équipée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : [...] <ul style="list-style-type: none"><li>• d'extincteurs portatifs à eau pulvérisée de 6 litres minimum, ou en cas de risque électrique, à poudre de 6 kilogrammes, répartis judicieusement à l'intérieur des locaux (à raison de 1 pour 200 m<sup>2</sup> de plancher, avec un minimum d'un appareil par niveau), sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ;</li><li>• d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;</li><li>• de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local.</li></ul> <p>Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. L'exploitant réceptionne la réserve incendie en présence d'un représentant du Service Départementale d'Incendie et de Secours (SDIS). A cette occasion, l'exploitant fournit une attestation de conformité de cette réserve par rapport aux caractéristiques visées par la circulaire interministérielle n°451 du 10 décembre 1951. Les rapports de vérification sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<b>Constats :</b> L'exploitant a fait réaliser la vérification annuelle des extincteurs mais n'a pas été en mesure de transmettre le justificatif à l'inspection des installations classées. Par ailleurs, le plan d'intervention avec le signalement des zones de dangers n'est pas affiché sur le site.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Il est demandé à l'exploitant de transmettre le justificatif de la vérification des extincteurs à l'inspection des installations classées et d'afficher un plan du site facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois



## POINT DE CONTRÔLE N° 10 : Rétention des eaux d'extinction incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/08/2009, article 24
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Règles d'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] L'exploitant met en place une capacité de rétention, suffisamment dimensionnée, destinée à la récupération des eaux d'extinction, réalisée conformément le document technique D9A « Guide pratique pour le dimensionnement des rétentions d'eaux d'extinction » Ministère de l'Intérieur - DDSC - Edition 08.2004.0 (août 2004). Cette rétention doit permettre aux sapeurs-pompiers d'accéder, dans des conditions minimales de sécurité (absence de regards ouverts non protégés), au site. En cas de compatibilité avec ce document, les eaux d'extinction s'écoulent vers la cour de promenade et sont collectées vers le réseau d'eaux usées par l'intermédiaire des regards disposant de couvercle amovible. Un dispositif de disconnexion est placé en aval de la dernière fosse toutes eaux, de façon à interdire l'écoulement des eaux d'extinction dans le dispositif d'épandage souterrain. Les eaux d'extinction d'incendie ne peuvent être rejetées dans le milieu naturel sans analyse préalable justifiant leur caractère non polluant et non nocif pour l'environnement.
<b>Constats :</b> Les eaux d'extinction incendie sont collectées dans le réseau des eaux usées via les regards présents dans la cour de promenade. L'inspection des installations classées a constaté la présence d'une pompe de relevage qui désactivée en cas de sinistre permet la rétention des eaux incendie dans les deux fosses.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## POINT DE CONTRÔLE N° 11 : Analyse des effluents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/08/2009, article 26
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Autosurveillance
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] En cas de rejet dans le milieu naturel, des analyses sont faites aux frais de l'exploitant au minimum une fois par semestre, dont une en période de forte activité de l'installation. Ces analyses portent sur les paramètres précisés à l'article 18 en sortie du dispositif d'assainissement si le flux le permet ou à défaut, à l'entrée de l'épandage souterrain par drain. Tous les enregistrements proposés dans cette étude sont conservés cinq ans et présentés à sa demande à l'inspecteur des installations classées. En cas de modification du dispositif d'assainissement présenté dans le dossier de demande d'autorisation, notamment suite à l'étude prescrite dans l'article 16, et en cas de rejet dans le milieu naturel avec un point de rejet de l'effluent traité dans le milieu, celui-ci est unique et aménagé en vue de pouvoir procéder à des prélèvements et à des mesures de débit utilisant soit un seuil déversoir dans un regard spécialement aménagé à cet effet, soit une capacité de volume connu. Des mesures du débit et des analyses permettant de connaître la DCO, la DBO5, les MES, le phosphore et l'azote global (NGL) de l'effluent rejeté dans le milieu naturel sont faites aux frais de l'exploitant au minimum une fois par semestre, dont une en période de forte activité de l'installation. Les résultats de ces analyses sont conservés cinq ans et présentés à sa demande à l'inspecteur des installations classées.
<b>Constats :</b> L'exploitant n'a pas fait réaliser d'analyses des effluents en sortie de la deuxième fosse toutes eaux ou à défaut, à l'entrée du dispositif d'épandage.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Il est demandé à l'exploitant de faire réaliser une analyse des effluents et de transmettre les résultats à l'inspection des installations classées.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois